



grands feux sur la place de la mairie de Plogoff. C'est les dossiers de l'enquête d'utilité publique qu'on brûle avec l'assistance de tous les maires des communes concernées par l'implantation de la centrale nucléaire. (Photo A.F.P.)

PROPRIETE PRIVEE

Opération «Cap en deuil», aujourd'hui, dans la région pour le premier jour de l'enquête d'utilité publique

Nucléaire: veillée d'armes à Plogoff

C'est ce matin mercredi à neuf heures que l'enquête d'utilité publique sur le projet de centrale nucléaire doit démarrer à Plogoff et comme les habitants de cette commune du bout du monde n'ont aucunement l'intention de se laisser faire, la journée promet d'être particulièrement agitée. Dès hier, pour entrer en matière, ils ont brûlé devant la mairie, les quatre kilos de documents officiels fournis par l'EDF.

Plogoff (envoyé spécial)
Plogoff est sur le pied de guerre depuis le début de la semaine, des pancartes anti-nucléaires ont fleuri devant presque toutes les maisons, le goudron des routes est décoré de slogans virulants et la plupart des portails de jardin sont surmontés de cette inscription laconique fraîchement peinte : « propriété privée ». On ne peut être plus clair. Les deux mille habitants de Plogoff tiennent avant tout à faire savoir que cette parcelle de terre bretonne leur appartient, que ce petit bout de Finistère est à eux et qu'ils ne le céderont pas sans se battre.

Devant les maisons, aux portes des commerces, en petit groupe sur les trottoirs, des femmes discutent. Depuis cinq ans, depuis le début de la lutte contre le projet de centrale, ce sont elles la cheville ouvrière de la contestation, qui tiennent les rênes et dirigent discrètement les actions anti-nucléaires. Cette importance, insolite en Bretagne, du rôle des femmes dans une lutte de ce type se comprend mieux quand on sait que Plogoff est une

commune de marins et que les hommes, naviguant pour la plupart dans la marine nationale, « la Royale », ou au commerce, ne rentrent au pays que pour y passer leur retraite ou de brefs congés. Ainsi, depuis la démission récente du maire Jean-Marie Kerloc'h de son poste de président du comité de défense anti-nucléaire, c'est une jeune femme, Annie Carval, épouse de marin elle aussi, qui l'a remplacée : « nos maris ne suivent pas autant les actions, alors que nous on s'y est jeté à fond. La vie est plus dure maintenant, on n'est moins souvent à la maison ; mais ça ne fait rien on continue et on le fait de bon cœur. Tout le monde participe, les enfants sont avec nous et c'est formidable ».

Dix heures du matin mercredi à la mairie de Plogoff. Depuis quelques minutes le maire a pris livraison des dossiers d'enquête d'utilité publique apportés par un officier de gendarmerie. Sur la grande table du Conseil municipal, il a étalé la carte du site de la centrale fournie parmi les fatras de documents divers des habitants du bourg alertés arrivent, commentent à haute voix le document, tentent de discerner si leur parcelle, leur terrain, ou leur maison est concernée...

Aussi étonnant que cela puisse paraître, c'est en effet la première fois qu'ils peuvent constater dans le détail qu'elle sera l'emprise territoriale de la centrale. Si les grandes lignes du projet étaient connues, quelques points restaient mystérieux et ce n'est pas sans surprise horrifiée que les premiers visiteurs se sont rendus compte que la route reliant la centrale à la limite de la commune ne fera pas huit mètres de large comme prévu mais trente mètres... Une autoroute au milieu des landes de Plogoff. Autant dire la fin du monde ! « Et encore, ils n'ont pas indiqué sur la carte les lignes à haute tension » lancent une des femmes examinant la carte, « ils veulent tout nous prendre, qu'on foute le camp d'ici ».

Toute la matinée, les visiteurs se succèdent. Dès le début de l'après-midi la foule commence à se masser

devant la mairie. A quinze heures, comme c'était prévu depuis plusieurs jours, le maire et ses conseillers, tous ceints de leur écharpe, sortent du bâtiment et se dirigent vers le mât où le drapeau breton, le « Gwenn a du » a été hissé tandis que le tricolore a été ostensiblement placé en dessous, en berne. Sans un mot, tandis que le glas sonne au clocher de la petite église toute proche, les conseillers mettent le feu aux documents d'enquête... Ils ont franchi le rubicon.

Devant les cendres fumantes, dans un silence lourd, Jean-Marie Kerloc'h improvise un discours : « Depuis cinq ans, c'est la première fois que chacun peut se rendre compte qu'il y aura des épreuves de force et qu'il faudra que nous ayons du courage. On est déterminé et on continuera la lutte puisque jusqu'à maintenant nous avons toujours été trompés. Si l'enquête d'utilité publique s'était déroulée régulièrement, elle aurait été en notre faveur. C'est parce qu'elle n'est pas régulière que nous la refusons. Nous savons que malgré ce que nous ferons les commissaires-enquêteurs diront que nous y sommes favorables, comme cela s'est passé à Golfech. Je vous appelle à vous rendre demain sur les barrages que nous organisons ».

Tout est donc prêt à Plogoff pour le grand jour. Les femmes, bien entendu, seront au premier rang devant les barrages qui se dresseront dès jeudi matin sur les routes menant au bourg et qui seront suffisants, espèrent-ils tous pour empêcher les gendarmes-mobiles de passer et de faire entrer la camionnette de la « mairie annexe » promise par le préfet ; celui-ci a d'ailleurs fait savoir mardi qu'il n'avait pas l'intention de se plier aux désirs de Plogoff : « s'il y a des entraves matérielles je m'efforcerai de les vaincre » a-t-il dit à Quimper.

Dès ce jeudi matin, tous les commerces du Cap-Sizin baisseront leur rideau pour une opération « Cap en deuil » en soutien aux habitants de Plogoff. Certains services publics seront aussi fermés de même que les pharmaciens, vétérinaires et médecins. De-

puis deux jours, la presse locale du Finistère publie d'impressionnantes listes de soutien aux anti-nucléaires tandis que les lycéens, leurs professeurs et parfois les parents d'élèves organiseront ce jour là des grèves et des manifestations dans certaines villes comme Bourg-l'Abé, Douarnenez et Quimper. L'opposition con-

tre la centrale de Plogoff ne fait donc que s'accroître à la veille d'une journée décisive dont tout le monde, dans la commune concernée, espère tout de même qu'elle se terminera sans heurts violents. Mais qui peut savoir ce que les passions exacerbées pourront produire ?

Yann KERMOR